

Destinataires : CA FNROS – UROS MPLR : Administrateurs et adhérents

Objet : Actualités Sociales

La Dépêche 31 août 2026 : Dès ce 1^{er} septembre 2026, plusieurs mesures assouplissent les règles de la retraite en France. Portés par la suspension de la réforme de 2023, ces changements abaissent l'âge de départ pour de nombreuses générations, bonifient la pension des mères de familles et facilitent le départ en carrière longue.

Le Média Social 1^{er} septembre 2026 : Une Etude Nationale menée auprès des services autonomie à domicile doit permettre de mieux connaître leurs coûts et leur activité, et de tester des nouveaux modèles de financement. Un décret précise les données recueillies. La Nouvelle Etude Nationale des Coûts (ENC) des SAD doit produire ses résultats en 2027.

Le Média Social 2 septembre 2026 : Grand Age : dans un courrier adressé au 1^{er} ministre en juillet, neuf fédérations et associations indiquent que « l'absence de visibilité de long terme, ne peut justifier l'inaction face aux difficultés très concrètes que rencontrent les établissements, les services et leurs professionnels ». Elles proposent plusieurs pistes pour alléger les contraintes qui pèsent sur les structures, pouvant être mises en œuvre à court terme.

Ces propositions s'organisent autour de trois axes : Simplifier les régimes d'autorisation et les cadres de gouvernance, rendre plus lisibles et plus prévisibles les règles de financement et de tarification et réduire significativement les charges administratives ».

ASH 4 septembre 2026 : En mettant sur la table, sa proposition de taxation des héritages « dès le premier euro » pour financer la protection sociale et particulièrement la cinquième Branche de la Sécurité Sociale consacrée au Grand Age et au Handicap, Marylise Léon a jeté un pavé dans la mare.

6 Médias 12 septembre 2026 : Pour Roland Lescure « il est utile et juste que les retraités contribuent aux efforts à venir pour le budget 2027. Il estime qu'ils doivent participer à l'effort collectif de façon « partagée et temporaire ». Il confirme cependant qu'« aucune pension ne diminuera ». David Amiel, ministre des Comptes Publics, évoque plusieurs pistes : la première est la suppression de l'abattement de 10%, la seconde est la désindexation (partielle ou totale) des pensions, notamment pour ceux percevant plus de 2000 euros. Selon lui « avec un retraite de 2000 euros, on n'est pas riche, mais on n'est pas non plus démuné ».

AFP 8 septembre 2026 : Vétusté, manque de moyens et inadaptation au changement climatique : le Conseil de l'Europe s'alarme de l'état des maisons de retraite médicalisée (EHPAD) en France, dans un courrier aux autorités françaises.

6 Médias 4 septembre 2026 : Un bug informatique prive temporairement les mères de famille nouvellement retraitée du nouveau calcul plus avantageux de leur pension, mis en place depuis le 1^{er} septembre. L'Assurance Retraite promet une régularisation automatique, sans précisions de calendrier. Les syndicats estiment que ce dysfonctionnement reflète les tensions structurelles au sein de l'Assurance Retraite. Outre la parution tardive du décret, la multiplicité des paramètres techniques à modifier en urgence, et la hausse globale des dossiers à traiter, ils dénoncent également une situation de sous-effectif chronique et de pannes logicielles que l'embauche temporaire de renfort n'a pas permis de résorber.

Média Social 11 septembre 2026 : Suicide, consommation de psychotrope, isolement Un Webinaire du gérontopole des pays de la Loire, consacré à la santé mentale des personnes âgées, a mis en lumière des fragilités spécifiques et invite à renforcer la prévention, mais aussi à interroger la place des aînés dans la société.

Après les canicules, le SYNERPA, dans sa conférence de presse de rentrée, en a tiré les enseignements. Une enquête auprès de ses adhérents a montré que 83% d'entre eux ont dû mobiliser leurs équipes et engager des dépenses exceptionnelles. Il indique que 900 établissements adhérents ont ouvert leurs espaces rafraîchis aux personnes âgées fragiles, vivant à domicile. Cela plaide pour

une vision de l'EHPAD ouverte sur son territoire, capable de mettre ses ressources au service des personnes âgées vivant à proximité et de créer des passerelles avec le domicile. Jean Christophe Amarantis insiste : « il nous faut, dès à présent enclencher les actions qui permettront de protéger durablement les personnes âgées, face au changement climatique ». Il insiste sur 3 points : une autorisation unique pour pouvoir mener des actions hors des murs de l'EHPAD, l'embauche de secrétaires médicales pour alléger la charge administrative des soignants, la généralisation de la fusion des sections soins et dépendance.

ASH 10 septembre 2026 : A l'approche des échéances électorales, les réseaux du handicap et du Grand Age proposent aux présidentiables, des plans d'action. L'Union Nationale de l'Aide et de la Coalition 2027 dévoile leurs idées et préconisations pour rénover un système à bout de souffle.

La Dépêche 12 septembre 2026 : Selon un décret paru ce samedi au JO, le plafond des franchises médicales passe à 140€, le 1^{er} octobre. Ce plafond sera revalorisé chaque année, à partir de 2028, selon l'inflation.

Le Quotidien du Médecin 17 septembre 2026 : Selon deux rapports de la Haute Autorité de Santé, les événements indésirables graves associés aux soins (EIGS) recensés en EHPAD et en situation de fin de vie restent, pour la plupart, évitables.

L'été le plus chaud, jamais vécu par l'hexagone depuis 1900, avec sa succession presque ininterrompue de canicules, a fait près de 8000 morts en excès, selon des données provisoires des « Autorités Sanitaires ».

La Dépêche 18 septembre 2026 : Gel des dépenses de l'Etat, économie sur les arrêts maladie, effort demandé aux retraités et aux collectivités, baisse de la surtaxe sur les grandes entreprises : Sébastien Lecornu dévoile les principaux arbitrages du budget 2027, soit un effort de 54 milliards d'euros, avec une ligne rouge : ne pas augmenter les impôts. C'est presque le double de ce qui était attendu (30 milliards). Sébastien Lecornu écarte toute baisse des pensions mais laisse la question de leur rythme de revalorisation. Il assure que l'effort demandé aux retraités sera inférieur aux 6 milliards d'euros évoqués précédemment, et que les petites pensions doivent être épargnées. Il refuse une « année blanche » générale : minimum vieillesse, AAH, RSA et petite retraites continueront à évoluer, mais un gel reste envisagé pour les pensions les plus élevées. Le gouvernement souhaite rééquilibrer, à coût constant, les bonifications de retraite liées aux enfants, sans modifier les droits des retraités actuels.

6 Médias 18 septembre 2026 : Maud Bergeron : « les retraités ne seront pas les vaches à lait ». Pourtant, 6 milliards d'euro d'effort pourrait être demandés aux retraités. Pour Maude Bergeron, les retraités les plus modestes seront préservés. Elle dénonce un débat qui consiste « à faire croire aux retraités qu'ils porteraient l'effort central de ce budget ». Elle reconnaît cependant que « les retraités, certains pas tous, notamment pour les retraités les plus modestes, seront probablement amenés à contribuer à l'effort national ».

Le Média Social 15 septembre 2026 : La première journée des assises des EHPAD a mêlé urgence du moment et défis à plus long terme : simplification des règles, avenir des CPOM, financement des EHPAD, besoins de financement et recours à l'immigration.

Francis Carrier membre du CNAV (Conseil National Autoproclamé de la Vieillesse) revendique de parler « des vieilles et des vieux » et refuse le terme de « parcours de vie » pour les personnes âgées. Il clame sa révolte contre les représentations véhiculées par la société : « Nous vivons avec une haine des vieux permanente. On ne présente que nos problèmes. Et puis, de toute façon, ce ne sont pas les experts qui construisent le droit des âgées. Seuls les vieux peuvent le faire ».

ASH 16 septembre 2026 : Franck Nataf : « Le vieillissement en bonne santé et à domicile est un enjeu d'équilibre des comptes publics. Franck Nataf est le Président de la FEDESAP (Fédération Française des Services à la Personnes et de Proximité) qui ouvre son congrès annuel ce jour. Pour lui l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) et la PCH (Prestation de compensation du Handicap) devrait fusionner au sein d'une « prestation autonomie » unique.

Francis De Block